

LE TEMPS

opinions Mardi 29 janvier 2013

L'avenir radieux du Valais passe par la LAT, et non par le déni

Par Raphaël Arlettaz

Raphaël Arlettaz, professeur de biologie de la conservation à l'Université de Berne, montre que tous les Valaisans ne font pas front commun contre la loi sur l'aménagement du territoire, sur laquelle le peuple suisse votera le 3 mars

Habitant d'une terre d'exception, le Valaisan se sentirait incompris du reste de la Suisse, sinon du monde... Si le couperet de la Lex Weber et l'annonce de la nouvelle loi sur l'aménagement du territoire font frémir le Vieux-Pays, tous les Valaisans n'y sont pas opposés: un quart des citoyens ont soutenu l'initiative Weber. Cet électorat minoritaire comprend des Valaisans de souche, couramment traités de vendus, dont l'avis est systématiquement bafoué. Ces Valaisans ne se reconnaissent pas dans le discours axé sur la victimisation. Au-delà du prétendu clivage Valais-Suisse, ils voient un vrai problème. Une analyse factuelle montre que la résistance à la nécessaire évolution des stratégies d'aménagement du territoire souhaitée par la Confédération naît d'un déni cantonal.

Entré tardivement et brutalement dans la modernité, ce monde de paysans de montagne, durs à la tâche, peine à suivre la nécessaire mutation de l'étape des bâtisseurs vers l'ère de l'exploitation, et à poursuivre la transition vers le secteur tertiaire. En matière de tourisme, par exemple, le Haut-Valais semble plus proche des Grisons où les responsables ont intégré les notions de qualité du paysage et de l'accueil, misant sur le long terme. Le Valais romand, lui, paraît être entre les mains de constructeurs focalisés sur la vente du neuf, avant tout soucieux d'offrir des infrastructures touristiques de masse.

Depuis les années 1960 et l'avènement des stations de sports d'hiver, deux générations se sont enrichies à peu d'effort grâce à la haute conjoncture générale: les terrains agricoles improductifs, hérités des ancêtres, sont devenus soudain des trésors. Personne ne conteste ce droit au rattrapage économique et au confort qui permettent de tourner le dos à la misère. Mais force est de constater que les premiers servis, les citadins du Plateau, ont entre-temps évolué et formulent aujourd'hui des exigences que les derniers arrivés, les Alpains en phase de transition, peinent à comprendre. Comme si l'on ne pouvait, ne voulait rien tirer de constructif de l'expérience de l'autre.

A côté de l'activité hautement lucrative de la construction de résidences secondaires – qui fait pousser les chalets comme des champignons tous azimuts, il y a le dur travail d'hôtelier, savoir-faire patiemment construit au cours des générations depuis le XIXe siècle. Un travail exigeant et pénible, avec des journées, des semaines qui s'empilent sans répit. Ainsi une véritable monoculture économique a pris racine dans certaines parties des Alpes, notamment en Valais, sous la demande croissante, il est vrai, des urbains aspirant à un retour à la nature. Dans les années 1960 déjà, Maurice Chappaz avait crié son écœurement devant cette sorte de rouleau compresseur négateur de la culture et de la nature alpines. L'auteur des Maquereaux des cimes blanches (1976) a été traîné dans la boue. Et les mesures AFU (Arrêté fédéral urgent, 1972), première planification fédérale du territoire, ont été combattues par la majorité cantonale: le Valais faisait déjà alors cavalier seul, se sentant totalement incompris par les autres Helvètes ([lire Fédéralisme en action: l'aménagement du territoire de Jean-](#)

[Pierre Moreau, 1984](#)). Les vaincus d'alors ne s'étonnent guère du retour de flamme auquel on assiste aujourd'hui, clairement anticipé dans *Les Dévoreurs de paysage* de Jost Krippendorf (1977). La leçon porterait-elle enfin?

Si l'on ne peut pas corriger les erreurs passées, du moins devrait-on veiller à ne pas prétendre une nouvelle fois avoir raison contre tous, en menant des combats d'arrière-garde. De ce point de vue, la reconnaissance du bout des lèvres, par certains dirigeants ou aspirants politiques, que «quelques erreurs ont bien été commises par le passé» donne à penser que nos «Calimero» veulent persister dans la voie du déni, sans se remettre en cause. D'une part, la croissance effrénée du parc immobilier hypothèque notre avenir. D'autre part, le tourisme doit accélérer sa transition vers un secteur tertiaire de qualité: l'accueil d'abord, en impliquant les Valaisans – si amoureux de leurs montagnes exceptionnelles et de leurs traditions chaleureuses – dans l'hôtellerie et la restauration.

L'aménagement du territoire, ensuite, afin de préserver sinon réparer l'écrin qui fera la différence avec nos concurrents, le cadre fondamental de notre identité d'exception. Peut-être alors pourra-t-on réchauffer les lits? Nous, Valaisans, avons besoin d'un tourisme plus authentique où le visiteur côtoie l'autochtone fortement ancré dans son terroir, amoureux de ses racines culturelles et capable de discourir sur son patrimoine naturel. C'est ainsi que, hors du tourisme de masse globalisé, on crée une relation d'homme à homme qui donne à l'économie touristique sa vraie valeur ajoutée.

La nouvelle LAT est autant une réponse juste à un vrai problème de gestion de l'espace que l'initiative Weber fut un électrochoc salutaire. La Suisse accorderait-elle une exception au Valais, ce ne serait que pour retarder la prise de conscience et aggraver la situation future.

LE TEMPS © 2013 Le Temps SA